



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

2015 - P- 1432

ARRÊTÉ

mettant en demeure M. le Directeur de la SAS NIVERNAISE DE RECYCLAGE
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 du 30 juin 1995
portant autorisation d'installer et d'exploiter un centre de traitement de résidus métalliques
et de transit de divers déchets banals à la SARL NEVERS RECYCLAGE
sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** les parties législatives et réglementaires des livres I et V du code de l'environnement et notamment son article L. 171.8 ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 du 30 juin 1995 portant autorisation d'installer et d'exploiter un centre de traitement de résidus métalliques et de transit de divers déchets banals à la SARL NEVERS RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI ;
- VU** les déclarations de changement d'exploitant successives en date des 21 juin 2000 et 20 juillet 2007 au bénéfice de la SARL NIVERNAISE DE RECYCLAGE, puis de la SAS NIVERNAISE DE RECYCLAGE, ayant son siège social ZI Nevers-Saint-Éloi, rue de la Barbouillière – 58000 SAINT-ÉLOI ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-P-1888 du 15 avril 2008 mettant en demeure la SAS NIVERNAISE DE RECYCLAGE de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral précité ;
- VU** les rapports de contrôle en date des 10 juillet 2012 et 10 septembre 2015 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la SAS NIVERNAISE DE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI dans la Nièvre n'est pas aménagé et exploité conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 susvisé ;

.../...

CONSIDÉRANT que des modifications apportées à l'établissement depuis son autorisation initiale constituent une modification notable mais non substantielle du site et de ses activités nécessitant le dépôt d'une déclaration auprès du Préfet, en application des dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et de l'article 36 de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'une partie du sol de l'aire de stockage extérieure n'est toujours pas imperméabilisée en intégralité par une dalle en béton ou un revêtement bitumineux formant rétention, conformément à l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas fait réaliser l'analyse des rejets d'eau du site comme demandé par l'inspection des installations classées et qu'il ne peut être démontré que ces effluents rejetés dans le milieu naturel sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 susvisé et de l'article 13.2 de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la présence de caravanes et de leurs occupants sur le site n'est pas conforme aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de prise en compte des non-conformités relevées par l'organisme accrédité en charge de la vérification des installations électriques, l'installation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 23.4 de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas élaboré et affiché les consignes de sécurité conformément aux dispositions de l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral n° 95-P-1892 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces non-conformités ont été relevées, en présence de l'exploitant, lors des visites de l'inspection des installations classées des 10 juillet 2012 et 10 septembre 2015 ;

CONSIDÉRANT au regard de ce qui précède que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis en toutes circonstances ;

CONSIDÉRANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

CONSIDÉRANT qu'un délai maximal de six mois est suffisant pour satisfaire à l'ensemble des manquements relevés par l'inspection des installations classées au cours de sa visite du 10 septembre 2015 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre,

A R R Ê T E

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

En application de l'article L. 171.8 du code de l'environnement, le Directeur de la SAS NIVERNAISE de RECYCLAGE à ST ÉLOI (Nièvre) est mis en demeure, **sous un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 95-P-1892 du 30 juin 1995 fixées aux articles 6, 10.1, 13.2, 22, 23.4, 25.2 et 36.

.../...

ARTICLE 2- SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171.8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces du présent arrêté.

ARTICLE 4- NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION

Le présent arrêté sera, notifié à la SAS NIVERNAISE de RECYCLAGE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.

Copie en sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la préfecture,
- M. le Maire de la commune de SAINT-ÉLOI,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,
- M. le Lieutenant-Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- M. le responsable des subdivisions environnement de la NIEVRE, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NEVERS, le 7 9 OCT. 2015

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de la suppléance
du Secrétaire Général,

Nicolas REGNY

